

rouge

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 806-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Édité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

MARDI 13
JUILLET 1976



JO, J moins 5

A cinq jours de l'ouverture des Jeux Olympiques, on en est encore à se demander s'ils auront vraiment lieu. Pendant de longues semaines, les organisateurs ont vécu dans la crainte que les installations sportives ne soient pas achevées pour samedi. A peine ce problème (apparemment) résolu, qu'intervient un nouveau coup de théâtre : le gouvernement canadien refuse que les athlètes de Taïwan se présentent comme les représentants de la Chine. Dans le même temps, plusieurs pays africains menacent de boycotter les Jeux, du fait de l'attitude de la Nouvelle-Zélande qui entretient des rapports sportifs amicaux avec l'Afrique du Sud raciste, après de laborieuses et interminables négociations, il semble que l'on s'achemine vers une série de compromis boiteux. Mais qui sait ? Les JO tiennent à un fil...

Dans le cerveau d'un homme, Jean Drapeau qui préside aux destinées de la ville de Montréal depuis des décennies, les Jeux sont la plus grande affaire mercantile, politique et policière de l'histoire du Québec. Drapeau est un personnage extravagant qui conçoit pour la ville les projets les plus grandioses. L'exposition universelle de 1967, c'est lui. Les Jeux, c'est son idée. Une blague circulant au Québec raconte que Drapeau avait proposé au Pape, à la veille des élections italiennes et devant le danger de voir l'Italie de venir « communiste », de venir installer le Vatican à Montréal. Jean Drapeau s'en expliquait en 1970 : « La vie d'une collectivité ne s'enveloppe pas dans de vieux journaux ; les citoyens sont en droit de s'attendre à une certaine pompe et appareil. Il n'y a pas de raison pour que la vie, même pour les pauvres, soit déprimante. Nous avons besoin d'événements comme l'Expo ou les JO à cause de la valeur spirituelle qu'ils représentent ou qu'ils inspirent. »

Apothéose du gigantisme mégalomane et du bluff, les JO sont aussi, pour le Québec, une répétition générale. Ils donnent l'occasion à l'armée canadienne de ses plus grandes manœuvres depuis la guerre de Corée. Sous prétexte d'éviter la réédition d'événements comme ceux de Mexico ou de Munich, Montréal est une ville occupée militairement.

La grande fête de l'amitié entre les peuples aura, cette fois encore pour symbole les miradors, les fusils et les chiens.

ESPAGNE

Le congrès clandestin des commissions ouvrières s'est réuni.

• 350 délégués à Barcelone ce week-end

Initialement prévu pour le dernier week end de juin et interdit par le gouvernement, le congrès des Commissions ouvrières s'est finalement réuni dans la clandestinité le dimanche 11 juillet à Barcelone.

Au lieu des 2000 délégués prévus à l'origine, et qui devaient représenter les cent plus grosses entreprises du pays, ainsi que toutes les branches, nationalités et régions, il n'a donc pu regrouper que 350 délégués.

Convoqué après le congrès toléré de l'UGT en avril dernier, ce

congrès des commissions se présentait comme un défi à la dictature. La portée de cette démonstration s'est trouvée limitée par le caractère restreint de la réunion. Dans des conditions analogues, la Coordination d'Euskadi des commissions ouvrières avait rassemblé il y a quelques semaines à Durango 4000 délégués, vite dispersés par la police; mais la représentativité de la réunion demeurait comme un fait ineffaçable.

L'assemblée nationale de Bar-

celone ne semble pas avoir visé aussi haut. Dans les conditions où elle s'est tenue, elle semble avoir eu pour principale fonction de faire reconnaître par une sorte de congrès le secrétariat permanent de 27 membres des commissions, largement dominé par le PC, et jusqu'alors jamais élu par personne. Face aux directions des autres syndicats et face au gouvernement cette direction voit donc sa légitimité renforcée.

Le congrès avait aussi été présenté comme une réunion de travail sérieuse, abordant les principales questions d'orientation. En fait, le principal débat paraît avoir porté sur le rythme de construction d'un syndicat de classe. La proposition du PC de renforcer organisationnellement les commissions (Par la campagne de placement de bons notamment) sans les transformer en syndicat proclamé, et de continuer en direction des autres forces syndicales la bataille unitaire pour un Congrès syndical constituant, a recueilli 282 voix, contre 68 A à la proposition soutenue par les organisations maoïstes (PT et ORT), de transformation immédiate des commissions en syndicat.

(lire la suite page 2)

« MEPRISE » POLICIÈRE

Nouvelle victime d'une « méprise » de la police. Ce serait en poursuivant 4 jeunes qui auraient attaqué un autobus à St Denis, et « bien entendu », après avoir fait les sommations d'usage et tiré en l'air, qu'un officier de police a abattu un jeune homme d'une balle de 7,65. Gilles Olivier est mort après plusieurs heures d'agonie, dans la nuit, contre un mur d'école, d'une lente hémorragie, comme un chien. L'officier

de police, dont on ne connaît pas encore le nom, n'est cette fois pas en légitime défense. Il aurait tiré après avoir trébuché, et, de plus, la balle aurait atteint la victime par ricochet. Ce que personne ne veut nous expliquer, c'est pourquoi ce valeureux officier de police a dégainé son arme, alors qu'il n'était pas menacé et que, au contraire, les jeunes fuyaient. Force est resté à la loi... Vous avez dit la loi ?



METEO

Aujourd'hui, temps très orageux du Bassin méditerranéen à la Belgique, avec amélioration prévisible en soirée. Ailleurs temps brumeux le matin, avec des températures en général moins élevées, et de nombreux nuages l'après-midi près de la Manche. Ondées orageuses de la Loire aux Pyrénées.

Enfin, seul de toute la presse, Rouge révèle à ses lecteurs : il a plu hier en début d'après-midi à Montreuil ; on craint en conséquence une invasion de la ville par le bétail assoiffé des environs

Sècheresse RENE DUMONT:

« On comptait sur l'agriculture pour payer le pétrole. On va s'en tirer en vendant des armes ou du nucléaire »

interview page 8

1936 : LE 14 JUILLET DU FRONT POPULAIRE



LA REVUE

DALADIER. — Oui, monseigneur le Président, j'ai démocratisé l'Armée...

La une de « Candide », un hebdo de gauche à l'époque.

L'armée « démocratisée », ça ne vous rappelle pas les soucis du PCF aujourd'hui ? Pour un 14 juillet aux couleurs de la France !

« Le 14 juillet 1936 s'est déroulé en deux temps. Le matin, le bon peuple et les militants des partis ouvriers ont été conviés à acclamer le défilé des troupes, « l'armée républicaine » aux Champs-Élysées. Quel spectacle ? Les fascistes sur le trottoir saluaient à la hitlerienne et hurlaient leurs devises racistes et en face, les manifestants de gauche levaient le poing. Belles retrouvailles dans une communion patriotique.

L'après-midi, changement de décor, c'était la plus vaste marée humaine que l'on ait vu à cette époque. On a parlé d'un million de manifestants. Le défilé devait partir des Champs-Élysées et traverser tout Paris. la réaction s'indignait à l'idée que les beaux quartiers soient livrés à la populace. Pour arriver à écarter l'immense foule deux cortèges se forment. L'un part des grands boulevards et de la Bastille

et rejoint la République, le Faubourg Saint-Antoine : l'autre se rassemble rue de Rivoli, passe par la rue de Lyon et le boulevard Diderot. La jonction se fait à la Nation et sur le cours de Vincennes dans une ambiance extraordinaire. C'est l'apothéose du Front Populaire et, pourtant le début de son déclin ; le 7 juillet le ministre de l'intérieur Salengro, s'était déjà engagé devant le Sénat à ne plus tolérer d'occupa-

tion d'usine. A l'automne la police, délogera les grévistes de la chocolaterie « Le Gourmet » dans le 15ème.

Enfin le 18 juillet éclate la révolte des généraux fascistes en Espagne, menés par Franco. Blum choisira la neutralité puis la « non-intervention » qui soulèveront l'indignation des ouvriers et qui seront une cause de profonde division.

ETATS-UNIS

« CARTER FOR PRESIDENT ! »

La Convention démocrate s'est ouverte hier à 20 h devant 5 000 délégués et 10 000 invités au « Madison square garden », à New York.

L'ouverture de la Convention avait été précédée, dimanche, par une manifestation d'adversaires de l'avortement et un défilé, d'un millier d'homosexuels demandant la fin de toute discrimination à leur égard.

Au terme d'une Convention sans surprise qui, dès le premier tour, verra sans aucun doute la victoire du phénomène Carter, tous les délégués et dirigeants du Parti démocrate devront bien en passer par là et, comme un seul homme, faire preuve d'allégeance à celui qui, dans moins de trois mois, ramènera les démocrates à la présidence des Etats-unis. Tous les sondages en effet le confirment : qu'il soit opposé à Gerald Ford ou à son rival Ronald Reagan, Carter semble aujourd'hui assuré de l'emporter lors de l'élection présidentielle, le 2 novembre prochain. L'un des derniers en date, rendu public le 24 juin, donnait 53 % des suffrages à Carter face à Gerald Ford qui ne réunissait que 40 % des voix. Avec Ronald Reagan, l'avance était plus nette encore, puisque l'ex-gouverneur de Géorgie réunissait alors 58 % de voix contre 35 % à son concurrent.

Le fait est que l'actuelle division du Parti républicain, incapable de se départager entre ses deux candidats à l'investiture, l'actuel président Gerald Ford et l'ancien acteur de cinéma Ronald Reagan, jouent considérablement en faveur de l'ancien planteur d'arachide, Jimmy Carter. Et il ne semble pas que cette situation soit susceptible de s'améliorer avant la convention du Parti républicain, le 15 août à Kansas-City. Alors que la quasi-totalité des délégués sont d'ores et déjà élus et aucun des deux candidats n'ayant

réuni les 1130 mandats requis pour recevoir l'investiture, les deux ne ménagent aucun effort pour tenter de gagner à leur cause les 135 délégués officiellement « non engagés ».

Et ces combats d'arrière-garde, où tractations et marchandages s'étalent sur la place publique à l'image de ce que furent les dernières années du règne républicain, ne font que conforter l'avance de Jimmy Carter, l'homme « aux mains propres » qui n'a cessé de faire campagne contre les compromissions de l'administration fédérale avec les machineries des deux grands Partis.

Certes, cette campagne s'est montrée payante puisque Carter, pratiquement inconnu il y a six mois, est en passe, après J.F. Kennedy et G. Mac Govern de recevoir l'investiture de son Parti. Mais aussi une arme à double tranchant, les résultats obtenus ne sont pas forcément de nature à satisfaire totalement les dirigeants politiques, qu'ils soient démocrates ou républicains. Au cours des trente élections primaires, qui depuis février, ont jalonné la course à l'investiture au sein des deux partis, républicains et démocrates ne sont pas parvenus à obtenir plus d'un tiers des suffrages de la population en âge de voter. La désaffection n'est plus un phénomène marginal, propre à certaines couches de la population — la jeunesse en particu-

Jimmy Carter sera officiellement désigné candidat du Parti démocrate mercredi mais il faudra attendre encore 24 h pour connaître le nom de son collistier. Les noms de candidats possibles à la vice-présidence sur le « ticket » démocrate sont ceux de Jonh Glenn, ancien cosmonaute, sénateur de l'OHIO et Walter Mandale sénateur du Minnesota.

— comme dans les années 60. Elle est devenue un phénomène de masse qui traverse toutes les classes, toutes les couches de la société. Ce qu'un journaliste bourgeois commentait en ces termes, le 28 mai dernier : « cela importe-t-il vraiment que se soit Ford ou Reagan, ou bien Carter, Humphrey, Udall, Church ou Braun qui l'emportent ? Tous, de toute façon, seraient liés par les compromissions du passé, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Ce qui compte, c'est que la Maison Blanche et le Congrès mènent ensemble une politique que le peuple américain puisse respecter et soutenir. »

Tel est bien en effet le problème auquel doit faire face la classe dominante américaine. Carter, Ford ou Reagan, démocrates ou républicains, sont virtuellement interchangeables : on peut leur confier la même tâche — défendre les intérêts dominants de l'impérialisme américain — ils s'efforceront avec la même ardeur de la mener à bien. Seules les quelques différences qui existent entre les hommes, leur équipe et leur programme, guide encore le choix des groupes industriels, des multinationales ou de l'agro business, pourvoyeurs de fond. Mais jusqu'à présent, ils se sont contentés de lancer des candidats dit « libéraux » de la course.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui une grande majorité de l'électorat

n'éprouve plus ni respect, ni soutien pour cette politique et les moyens qu'elle nécessite. Dans les pays où la classe ouvrière possède son propre Parti de masse, le système électoral né du capitalisme parvient toujours à déformer le sentiment des masses. On l'a vu récemment encore à l'occasion des élections législatives en Italie et présidentielles au Portugal. Aux Etats-Unis, où il existe aucun parti ouvrier de masse, cette distinction atteint maintenant son ampleur maximum de même que le sentiment de frustration des masses. Rares sans doute sont ceux prêts à consommer leur rupture avec le Parti républicain et le Parti démocrate. La désaffection pour ces deux Partis se traduit le plus souvent par une désaffection la plus totale pour la politique.

Pourtant le phénomène n'est pas irréversible. Nos camarades du Socialist Workers Party (organisation Trotskyiste américaine) rencontre en effet cette année au cours de la campagne présidentielle, un succès inégalé. Bien que toujours modeste, comparée à celle des deux grands représentants de l'impérialisme US, la campagne socialiste de Peter Camejo et de Willie Mae Reid (pur la présidence et la vice-présidence) et sans aucun doute la campagne la plus populaire de toute l'histoire du SWP. C'est là certainement plus qu'un signe des temps.

Julien Tonnac

ESPAGNE

Suite de la page 1

En revanche, il ne semble pas que certaines questions qui se sont trouvées au centre des débats dans les assemblées préparatoires, aient été abordées sur le fond. Ainsi dans les provinces basques de BISCAYE ET DU Guipuzcoa, un fort courant, parfois majoritaire, s'est dessiné contre la participation des commissions à la Coordination démocratique et au gouvernement basque provisoire. Inquiets, les responsables locaux du PC en ont même déduit que de telles positions étaient incompatibles avec l'élection à des postes de responsabilité dans le mouvement des commissions.

A croire que le droit des tendances à s'exprimer et à participer aux organes de direction, dont parlent régulièrement des dirigeants aussi représentatifs que Camacho ou Sartorius, est surtout une promesse adressée aux syndicats constitués comme USO ou l'UGT; mais qu'elle ne s'applique pas aux courants qui pourraient se manifester au sein même des commissions telles qu'elles sont aujourd'hui. Dès lors, il s'agit en somme d'une prime à la division...
A.G.

CANADA

TAIWAN

EXCLU DES JO

Larmes de crocodiles dans les chaumières olympiques, Lord Killanin, président du Comité d'organisation des Jeux Olympiques vient de céder à la demande du Canada, organisateurs des jeux, au sujet de Taiwan. Objet du litige international : le droit ou non pour Taiwan de s'appeler « République de Chine », la république populaire de Chine avec laquelle le Canada a d'ailleurs de bonnes relations ayant fait savoir qu'elle utiliserait tous ses moyens pour que Formose, appendice des Etats-unis, ne puisse se livrer à cette usurpation. L'issue était inévitable malgré les soutiens apportés à Taiwan par tout ce que les fédérations européennes comptent de réactionnaires patentés. Sur un plateau de la balance, le soutien au Taiwan et « l'idéal olympique » sur l'autre les données sonnantes et réverbérantes des relations commerciales avec un des plus grands pays du monde.

Les pays africains réclament l'interdiction de participation pour la Nouvelle-zélande qui a accepté récemment de faire jouer une équipe de rugby de son pays en Afrique du sud. Certains pays africains ont déjà annoncé qu'ils se retireraient. Autre sujet de préoccupation le financement des Jeux. Les contribuables canadiens ont toutes chances, comme jadis en France les grenoblois, d'éponger les déficits d'une entreprise quelque peu démesurée.

L'impasse financière atteindrait pour le moment 1 milliard de dollars. A l'heure des records c'est une belle performance. Un score sur lequel des experts financiers internationaux planchent jour et nuit afin de savoir comment on a pu arriver à une telle différence entre les prévisions et la réalité. Le gouvernement Trudeau au lendemain des Jeux aura bien du mal à répondre aux travailleurs canadiens sur la question. En attendant il a instauré une taxe sur les cigarettes (qui devrait selon les prévisions lui rapporter 90 millions de dollars pendant 7 ans). Fait dire que le slogan de Trudeau était que les Jeux « ne coûteront pas un sou aux canadiens ». Ah ! les beautés de l'olympisme.
F. Tenaille

GUADELOUPE : la Soufrière se réveille

LA PANIQUE ORGANISEE

Il est 9 heures, ce 8 juillet. A cet endroit la terre résonne, des grondements se succèdent sourds comme ceux d'un « gro ka », le tambour antillais. De faibles secousses font s'agiter les arbres et ébranlent quelques baraques de tôle et de bois, misérables fétus, rituellement emportés par les fortes pluies ou parfois les cyclones d'août ou de septembre. Au sommet du volcan, non loin du cratère, la terre s'est ouverte. La faille a 400 mètres de long et sa largeur atteint en certains endroits plusieurs dizaines de mètres. Elle crache d'imposants jets de pierres allant jusqu'à 5 kilos, déverse un nuage de cendres et de gaz sulfureux, rejette une coulée de boue.

Déjà en 1902

La Soufrière, volcan situé au sud de la Guadeloupe, une des colonies antillaises de la France et, à quelques kilomètres de la capitale administrative, Basse-Terre, est en activité. Cette phase plus aiguë intervient après sept mois de manifestations. La Terre et ses colères ne constituent plus un mystère insupportable, aux relents religieux. Le danger est mesurable, contrôlable, prévisible. Pour le volcanologue Haround Tazieff, qui après un premier voyage en avril dernier, arrivera sur place aujourd'hui si « la Soufrière est un des volcans les plus dangereux du monde. Aucun paroxysme éruptif ne s'est jamais produit d'entrée de jeu. Cela commence toujours, semble-t-il, par une phase initiale relativement modérée. » L'éruption qui est présente dans tous les esprits, celle de la Montagne Pelée, à la Mar-



tinique en 1902 a suivi exactement ce scénario. Si elle dévasta la capitale d'alors St Pierre, faisant 35 000 victimes en trois minutes, une nuée ardente dévalant ses flancs à plus de cinq cent kilomètres à l'heure, c'est parce que l'administration coloniale et les colons, préoccupés par des élections imminentes, nièrent tout danger.

Panique électorale

Pourtant l'affolement semble dominer en Guadeloupe alors que la Soufrière s'éveille pour la huitième fois depuis 1696. Et curieusement, cette panique est accrue par le comportement de l'administration. Déjà il y a quelques mois, elle avait maladroitement fait évacuer les prisonniers vers Pointe-à-Pitre dans le nord de l'île, en plein jour, dans un

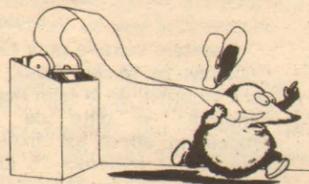
impressionnant convoi, deux gendarmes accompagnant chaque prisonnier. Plus des trois quarts des 38 700 habitants de la zone concernée ont spontanément quitté leur domicile, et à l'aide de plus de 4000 véhicules ont rejoint l'autre partie de l'île, Grande-Terre. Parmi eux une minorité qui avait plié les bagages beaucoup plus tôt : les habitants de St Claude, résidence des colons dorés et du préfet. Au point qu'une des premières préoccupations du Préfet le 9 juillet a été la défense de la propriété privée : une procédure de flagrant délit a été instaurée à l'égard des voleurs qui seraient tentés de profiter « des circonstances ». Les communes accueillent les réfugiés et doivent faire face à de nombreux problèmes. La spéculation immobilière va bon train. Paul Granet, Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

qui était par hasard aux Antilles, multiplie les déclarations lénifiantes : la situation est sérieuse, l'inquiétude est générale, j'apporte le soutien du Président de la République ; Olivier Stirn, ministre des TOM-DOM, « espère » que les choses n'iront pas plus loin et ne choisit ni l'optimisme ni le pessimisme. La seule attitude de l'administration coloniale semble donc être l'étonnement, alors que ces nouvelles activités du volcan étaient prévues par les vulcanologues.

Derrière se cache en fait l'incurie coloniale telle que l'a dénoncée Haroun Tazieff dès le 9 juillet : « une équipe d'une dizaine de vulcanologues, équipée du matériel nécessaire pour évaluer la situation et établir un pronostic devrait être là-bas depuis des mois. Actuellement les gens sur place sont aussi désarmés qu'un médecin équipé d'un stéthoscope devant une maladie compliquée ». L'ensemble des moyens scientifiques pour suivre l'évolution de la situation n'ont pas été alloués à la Guadeloupe. Reste donc l'affolement, l'inquiétude, les évacuations précipitées... une fois les colons mis à l'abri ! D'autant plus que certaines combines louches se trament à l'abri des nuages de poussière et des coulées de boue. En effet selon l'Association pour la Défense des Intérêts Généraux des Antilles, dans un communiqué du 10 juillet, la campagne d'informations exagérées autour de la Soufrière est destinée, par l'évacuation des populations concernées des villages voisins, « à spolier les petits planteurs de leurs terres au profit des gros propriétaires, à masquer la crise économique que connaît l'industrie bananière ».

Joseph Krasny

aux quatre coins du monde



ESPAGNE

Plus de 15 000 ouvriers qui avaient arrêté le travail lundi à Bilbao pour protester contre la mort vendredi dernier dans le faubourg de Santurce sous les balles de la police de Mme Begona Mencheca, se sont réunis en fin de matinée sur une place de la banlieue de la ville. Plusieurs orateurs sont intervenus sur la nécessité de la rupture démocratique et l'unité ouvrière. Les grévistes provenaient des usines les plus importantes de Bilbao comme la General Electric, les chantiers navals et la Babcock. Les obsèques de Mme Begona Mencheca, célébrées lundi soir à Santurce, devaient être l'occasion d'un important rassemblement de protestation.

LIBAN

INIATIVE EGYPTIENNE IMPOSER UN CESSEZ LE FEU

La situation des forces palestiniennes et de la gauche libanaise est de plus en plus précaire face à l'offensive combinée de la Syrie et des milices chrétiennes. Les combats se déroulent à Beyrouth, Saïda, Tripoli, Baalbeck.

C'est le moment que choisi l'Égypte pour proposer l'envoi d'une force militaire suffisamment conséquente pour imposer le cessez-le-feu. Il ne s'agit pas de la part du gouvernement du Caire d'un geste de compassion devant le sort de la Résistance. En fait la possible victoire syrienne ne le laisse pas indifférent. Être présent sur le terrain en cette circonstance est très important pour pouvoir peser dans le cadre d'un règlement.

La Syrie a accepté cette proposition. Elle préfère sans doute partager les responsabilités lorsqu'il s'agira d'imposer des conditions draconiennes à la Résistance.

Quant à cette dernière, elle est prête à donner son accord si la première tâche des troupes envoyées est d'empêcher la chute de Tell el Zaater. Cette position à courte vue est le produit de la défaite qu'elle est en train d'enregistrer sur le terrain.

L'initiative égyptienne malgré l'accord de la Syrie et de la Résistance peut néanmoins échouer. La difficulté d'introduire des troupes sur le champ de bataille sans rencontrer d'opposition militaire est en effet très importante.

CAMBODGE

Les maquis anti-communistes du « Figaro » QUELLE « RESISTANCE » ?

Il n'y a jamais eu de zones libérées au Cambodge et aucun journaliste n'a pu mettre ses pieds dans aucun « maquis de résistance cambodgien », pas plus Chauvel que Berges, respectivement du « Figaro » et de « France Soir ».

Lorsque le correspondant de l'AFP à Bangkok annonçait en avril que trois zones avaient été libérées au Cambodge et qu'une équipe de télévision s'y était rendue pour tourner un film, cette nouvelle fut reçue comme purement fantaisiste par les journalistes résidents dans la région.

Toutefois, François Chauvel, avec l'équipe de télévision en question, a tourné un film et est rentré en France pour essayer de le vendre à une chaîne de télévision. Diffusé par la télévision française, ce document a produit une grande impression.

Il a déclaré dans une interview à

est aisée sur une bande forestière qui longe la frontière thaï sur près de 60 kms. A certains endroits on peut s'enfoncer de près de 10 kms sans tomber sur des soldats khmers rouges ou dans des zones minées.

Depuis 1958 jusqu'en 1970, la région de Phnom Malai a été la base des Khmers Serei dont le chef était Son Ngoc Than. Toute cette entreprise était dirigée et financée par la CIA qui encadrait et entretenait les Khmers Serei dont le but avoué était le renversement de Sihanouk. Composé de plusieurs bataillons, ce mouvement fut intégré dans les régiments de Lon Nol qui avaient sollicité leur appui pour renverser Sihanouk, le 18 mars 1970. Sihanouk n'avait jamais pu mettre un terme aux activités des Khmers Serei, malgré qu'il ait fait construire une piste pour rendre cette région

Bien que le but initial soit de vendre aux commerçants thaïs les butins amassés pour réunir les sommes nécessaires aux achats d'armes, il semble que les bénéfices récoltés jusqu'ici ont servi surtout à enrichir les trafiquants.

Le « maquis » de Phom Malai est en passe de devenir un lieu d'attraction touristique insolite : un réfugié cambodgien a offert à des étrangers de leur organiser un tour pour 200 dollars.

Si on ne peut se prononcer avec assurance sur la situation intérieure du Cambodge, on peut cependant voir avec une certaine clairvoyance quelle est la réalité de la « résistance » cambodgienne, étant donné que son organisation, ses activités et ses bases se situent en Thaïlande. Seule la volonté de poursuivre une intoxication systématique

Si le soutien de l'armée thaï a été largement prouvé, il demeure difficilement possible d'établir quelle est l'aide américaine donnée à la « résistance ». Des bruits courent mais rien n'est confirmé. Une surestimation de cette aide, non fondée est le produit d'une certaine intoxication qui règne dans la gauche occidentale.

Un millier d'hommes armés

Parmi les groupes - on a parlé de 7 mouvements - qui agissent séparément, et dont la plupart opèrent près de la ville d'Aranya Pratet, on peut mentionner ceux qui paraissent les plus vraisemblables et les mieux équipés :

— Le « Mouvement de libération Nationale » (Molinat) dont le chef, Danh Sang, est en Thaïlande. Il y a quelques contacts avec des anciens généraux de Lon Nol qui est actuellement exilé en France, et dispose de 300 hommes armés environ.

— Le Front de Libération Nationale du Cambodge (FLNC) dont le chef présumé pourrait être Kun Thai. Il disposerait selon les sources, de 200 à 600 hommes bien entraînés. Ce groupe semble être très étroitement lié aux services secrets de l'armée Thaï, à laquelle il transmet de grandes quantités de renseignements.

Cela fait en tout, peut-être, en étant généreux quand à la réalité de cette résistance pro-impérialiste contre le régime Cambodgien, un total de 1 000 à 1 200 résistants armés. Mais toute confirmation précise est encore à venir. Il ne peut encore s'agir que d'estimation à partir de sources très différentes, elles mêmes sujettes aux besoins de l'intoxication en direction du monde occidental. Les résistants sont tous des militaires de l'ancien régime. Même s'il est fait mention de nombreux anciens chefs militaires, il n'est pas aisé de citer lesquels précisément. L'examen d'une liste de gens cités était mort depuis longtemps.

Si un réseau semble réellement fonctionner, les « résistants » cambodgiens n'ont jamais cherché à affronter directement les soldats Khmers. Lorsqu'il y eut combat, que certains d'entre eux restèrent sur le terrain, c'est parce qu'ils s'étaient laissés prendre dans une embuscade. Leur entreprise jusqu'à ce jour a consisté en de petites opérations, à effectuer des missions secrètes à l'intérieur du Cambodge pour le compte des militaires thaïs ; en échange ils obtiennent toute liberté pour agir en territoire thaï et espèrent aussi qu'il leur sera accordé en retour un soutien massif. Leurs actions sont restées isolées et aucune influence ou implanation au sein de la population cambodgienne, n'existe autrement que dans les souhaits des journalistes occidentaux au service de l'impérialisme.

Maurice Pillot

(1) bois précieux



Ces deux fantoches sont l'un le colonel Souvathana qui se présente comme le chef du « gouvernement Khmer pour la libération », l'autre Chong bo, qui se prétend ancien Khmer rouge. C'est vraisemblablement la CIA qui finance et fournit les documents présentés aux conférences de presse

« Newsweek » qu'il a passé quatre jours au Cambodge. Mais un témoin oculaire, Kun Thai, présenté par Chauvel comme un leader de la guérilla a prétendu que Chauvel n'a passé que 10 minutes dans la forêt cambodgienne.

Dans le courant du mois de mai, Yves-Guy Berges l'a suivi de peu et a fait la même expédition en tant qu'envoyé spécial de « France Soir ». Ce journal a présenté cet exploit comme « le premier reportage réalisé par un journaliste dans les maquis du Cambodge ».

En vérité en quoi consiste ce fameux « maquis » cambodgien et qui étaient les chefs résistants que Chauvel et Berges ont rencontrés ? Ont-ils été les premiers reporters à se rendre dans ce « maquis » ?

Depuis de nombreux mois, la forêt où se sont rendus Chauvel et Berges a été accessible à qui voulait bien s'y rendre. Ceux qui s'y sont rendus, c'est-à-dire les correspondants en place en Thaïlande, avaient une telle connaissance du contexte qu'elle leur empêchait — toute mauvaise foi mise à part — de confondre les trafiquants qui s'y déplacent avec des maquis.

Quant au fameux « maquis » situé au Sud de Phnom Malai, bien que ni Chauvel, ni Berges se soient bien gardés de le localiser, il se présente sous forme d'une dense forêt inhabitée, très facile à pénétrer depuis la Thaïlande. La circulation y

est accessible à ses troupes. Toutefois, les Khmers rouges ont pris sous leur contrôle le village de Phnom Malai. Et la bande qui longe la frontière Thaï, maintenant encore accessible, située au sud de cette province est aussi passée sous leur contrôle.

En outre, cette région appartient depuis toujours aux coupeurs de bois et aux trafiquants de tek (1) qui l'achemine en Thaïlande. Il s'agit en effet d'un no man's-land sillonné par les trafiquants et des groupes armés assurant la sécurité des coupeurs de bois dans la forêt ; certains d'entre eux qui n'ont jusqu'ici pensé que réaliser des profits personnels se présentent comme des chefs « résistants ». Le colonel Pythisak avec lequel Chauvel s'est fait photographe et que Berges a longuement cité comme chef de la « résistance » au Cambodge, s'il est farouchement anti-communiste, n'en est pas pour autant un réel combattant, mais plutôt le chef d'un groupe de trafiquants. De leurs incursions au Cambodge, les trafiquants rapportent des sacs de pierres précieuses (des rubis) et en plus organisent la recherche de personnes riches qui se trouvent au Cambodge pour les aider à sortir afin qu'elles puissent débloquer les fonds placés dans des banques étrangères du temps du régime de Lon Nol, car leurs signatures sont nécessaires.

quement organisée depuis quelques mois sur le Cambodge peut amener certains journalistes à tromper l'opinion mondiale sur ce qui se passe réellement au sujet de la « résistance ».

La résistance pro-impérialiste contre le régime cambodgien

Les centres de recrutement pour préparer militairement les « résistants » s'approvisionnent dans les camps de réfugiés qui comptent 10 000 khmers.

Si les deux journalistes français se sont généreusement trompés sur l'identité des « résistants » qu'ils ont rencontrés, il ne faut pas minimiser l'importance de groupes armés, qui sont prêts à entrer en action contre le régime cambodgien. Des trafics d'armes s'organisent depuis Bangkok où des hôtels servent parfois à cet effet de quartiers généraux. Des occidentaux s'occupent des achats d'armes et des policiers thaïlandais s'occupent de les acheminer ensuite à la frontière. Depuis quelques semaines, l'argent commence à parvenir de plusieurs côtés : de France, des États-Unis (collectes chez les exilés) ect... D'ailleurs, l'aide financière a suivi de peu la large publicité faite sur les mouvements d'opposition anti-communistes.

**ACHETEZ ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE
MEME KIOSQUE**

APRES LA FETE DE GISCARD NAVAL

Giscard enfonce le clou. A l'occasion de la revue navale de Nice et Toulon, il a insisté une nouvelle fois sur le fait que la France entendait jouer un rôle actif, y compris sur le plan militaire, dans tous les conflits susceptibles de se nouer sur le flanc sud de l'Europe. La conséquence de cette nouvelle doctrine, sur le plan de la puissance navale, c'est un redéploiement de la flotte française en méditerranée qui, en 1977, passera à 136 000 tonnes (77 000 en 74). Une nouvelle fois, donc, on voit à quel point la doctrine interventionniste de Giscard implique que l'accent soit porté sur le développement de moyens conventionnels modernisés. La flotte redéployée en méditerranée sera une flotte dite de combat, destinée à manifester une présence politique française dans tout le bassin méditerranéen, et éventuellement à intervenir dans des conflits localisés. Pas grand chose à voir avec la perspective stratégique dans laquelle s'inscrivait le plan de développement gaulliste des sous-marins nucléaires, prétendue arme absolue.

La nouvelle doctrine d'interventionnisme impérialiste de Giscard se pare, comme à l'accoutumée, des oripeaux de la défense de « notre » sécurité. Mais un de ses propos toulonnais montre bien à quel point est extensive cette notion de sécurité : « les nuages qui se sont accumulés sur le proche orient, les crises qui y ont éclaté, le développement considérable des forces maritimes qui évoluent sous divers pavillons en méditerranée, l'importance économique vitale que revêt pour notre pays la libre circulation sur cette mer, et notamment sur la mer rouge d'où vient l'essentiel de notre approvisionnement énergétique, et enfin les liens très étroits qui nous lient à la plupart des pays riverains, ont créé une situation nouvelle. » Rarement avaient été affirmées aussi cyniquement les prétentions d'une puissance impérialiste à jouer, dans une sphère d'influence disputée, un rôle de gendarme international. Ces accents sont nouveaux. Ils s'inscrivent dans le prolongement des propos bellicistes de Giscard et Bigard sur le Liban et l'affaire d'Entebbe. Mais un jour, la part de rodomontades et d'intoxication faite, on en viendra bien aux travaux pratiques. Alors, derrière les proclamations guerrières, il y a bien sûr la part du jeu diplomatique, la volonté de contrebalancer la puissance navale soviétique croissante en méditerranée, et celle d'affirmer la place primordiale de l'impérialisme français au détriment de son rival allemand aux avant postes du bassin méditerranéen, au côté de l'impérialisme américain. Mais on ne joue pas avec les rodomontades guerrières impunément. L'intervention malheureuse de Suez en 1956 ne fut-elle pas le début de la fin d'une république malade ?

Alain Brossat

Mgr Elchinger à Strasbourg

LA LUTTE DE CLASSE C'EST LE DIABLE

On s'était étonné de l'absence de réaction de la hiérarchie chrétienne après le discours de Lyon et l'appel du PCF aux chrétiens.

La première réponse vient d'une représentant les plus conservateurs de cette hiérarchie : Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg. Lors de son homélie de dimanche, il a mis en garde les fidèles contre tout rapprochement avec les marxistes. Dans des termes proches de ceux employés en Italie par Paul VI à la veille des élections, il a développé l'étrange casuistique du choix laissé aux chrétiens dans leur engagement temporel : « Les évêques reconnaissent aux fidèles la liberté de leurs engagements politiques, à condition que ces engagements soient compatibles avec les exigences de l'évangile ». Et de continuer que la lutte des classes est incompatible avec l'esprit de l'évangile et qu'on ne peut prétendre « concilier les inconciliables ».

En acceptant la main qui leur est tendue, les chrétiens se trouvent pris dans l'engrenage d'une aliénation dont ils n'auront plus la force de se dégager. En quelque sorte, pour ce cher évêque, le marxisme, c'est l'opium des chrétiens.

Dans son commentaire, l'Humanité refuse le terrain « doctrinal » de l'évêque et répond par un discours humaniste sur ce qui rassemble chrétiens et marxistes : « l'aspiration commune à être aux côtés des plus défavorisés ».

L'huma se garde bien de répondre sur le fond, c'est-à-dire sur cette question de la lutte de classes dont Mgr Elchinger dit qu'elle est peut-être, l'« hérésie du siècle » et qu'elle doit être remplacée par « des négociations loyales et pacifiques »,

c'est-à-dire, la collaboration de classes.

La PC réaffirme certes que la lutte des classes est une réalité, mais pour ajouter : « Quelle que soit la façon dont on la nomme ». Encore une terminologie dépassée, comme la dictature du prolétariat ?

M.V



ODEURS STALINIENNES...

Un lecteur nous envoie cette coupure de presse trouvée dans « Action », le journal des communistes à l'entreprise :

Qui paye ?

La presse quotidienne gauchiste s'est « enrichie » à Paris en quelques mois de trois nouveaux titres. Voici donc quatre quotidiens parisiens qui diffusent chaque jour les mots d'ordre pseudo-révolutionnaires.

Quand on sait quelles diffi-

cultés rencontrent les grandes organisations démocratiques (et d'abord le Parti communiste) pour faire vivre leur presse, on peut légitimement se poser la question : qui finance les journaux de ces groupuscules qui ne peuvent aligner, dans toute la France, que quelques centaines de militants ?

Question d'autant plus opportune que ces quatre journaux ont un solide point commun : l'anti-communisme.

Devinez à qui ça profite...

Un livre de Serge Livrozet

« AUJOURD'HUI LA PRISON », UN LIVRE SANS BARREAU

Serge Livrozet, plombier de son métier, a fait neuf ans de prison pour « crimes contre la propriété ». Depuis sa sortie en 1972, il est militant de Comité d'Action des Prisonniers, avec lequel il

est de toutes les luttes pour une refonte globale de la prison. Auteur de plusieurs livres sur la condition pénitentiaire, il vient de publier chez Hachette « Aujourd'hui la prison ».

« Serge Livrozet est égoïste, Serge Livrozet est un salaud » doivent penser tous ceux qui carressaient l'idée d'écrire un livre sur la condition pénitentiaire. Dans son dernier livre « Aujourd'hui, la prison », véritable anthologie de l'univers carcéral, Serge prend tellement soin de ne rien oublier que les suivants devront se contenter des miettes.

S'il traite des réalités matérielles de la prison donnant ainsi à son livre une dimension utile, puisque nous sommes tous des taulards en puissance, il n'oublie pas non plus ce dans quoi tous les anciens détenus se reconnaîtront dans ce livre, le vécu.

Pour tous ceux qui n'ont jamais été détenus, la prison est une irréalité, un monde autre, lointain et proche à la fois dont on ne sait rien si ce n'est quelques souvenirs tirés du Jean Valjean de notre enfance, ou quelques éclats qui nous sautent à la gueule lors des récoltes dans les

établissements pénitentiers. Pour cela « Aujourd'hui, la prison » est utile à chaque militant, comme peut l'être le « guide du militant » de Langlois, pour s'y retrouver dans le dédale de règlements et faire face à une éventuelle incarcération. Mais cette appréhension du phénomène carcéral resterait incomplète sans une vue des séquelles que peut provoquer une incarcération, tant au niveau psychique que sexuel. Serge, grâce à ces longs séjours en prison, l'a compris et a voulu que l'individu soit présent face à la machine répressive.

pour donner une dimension objective et complète à son livre. Serge n'a pas hésité à passer de l'autre côté du prétoire en allant interviewer de nombreux membres du personnel pénitentiaire.

Il a réussi à rencontrer et à discuter avec de nombreux responsables de l'administration pénitentiaire. Et c'est à lui l'ancien taulard de les cuisiner sur tous les

points du règlements, qui sous prétexte d'être des mesures de sécurité, servent à diminuer et à briser le détenu. On peut, par exemple, citer la censure, les parloirs vitrés à 40 dans la même salle, les fouilles...

A propos de censure, il faut noter qu'après la parution d'« Aujourd'hui, la prison », elle ne s'est pas faites attendre. Un détenu Jacques Lelong, qui avait fourni des documents montrant qu'on lui avait interdit de recevoir « Alpha de la Médecine », s'est retrouvé au prétoire. Il est en grève de la faim depuis le 20 juin (Rouge du 25 juin). Cela prouve que ce livre dérange le pouvoir et l'administration pénitentiaire. Une bonne raison de plus pour le lire avant d'aller en prison. Après il sera trop tard. L'administration ne le laissera plus passer.

Jean-Gilbert du Cap

« Aujourd'hui, la prison », Hachette, collection ESSAI, 330 pages, 45F.

MALVILLE

Une grande fête sera organisée mercredi

Une assemblée générale et des commissions de travail se sont tenues à Malville. Il a été décidé d'organiser une grande fête régionale à Bouresse pour le 14 juillet avec la participation de nombreux groupes et collectifs d'animation. Tous les vacanciers qui passent par là se doivent d'aller faire le détour. Pas pour la fête seulement. Il y a de nombreuses tâches politiques et techniques à remplir. Des équipes d'animation et de popularisation se sont constituées pour aller dans les villages expliquer ce qui s'est passé et débattre du nucléaire. La création d'un journal appelé Super-Folix a aussi été décidée.

Dans un tract, les militants de la LCR ont proposé un bilan critique de la tactique non-violente. Il y avait d'ailleurs une des commissions de dimanche consacrée à ce débat qui fait la toile de fond de bien des discussions. La section syndicale des ciments Vicat à Bouvesse a fait deux heures de grève de solidarité contre les violences policières. Le PC a diffusé un tract dénonçant la répression, et demandant l'arrêt immédiat des travaux.

notes politiques

PREMIERE VICTOIRE POUR COLLOMBS ET ROUX

Première victoire pour Gilles Collombs et Michel Roux, qui sont en grève de la faim depuis vendredi : la date de leur procès en appel est fixée. Il aura lieu le mercredi 28 juillet devant la 10^e Chambre d'appel du tribunal de Paris. Après la libération de Mazoué et Lahyani, il est important de rester mobilisé pour arriver au même résultat avec Gilles et Michel, deux anti-fascistes condamnés en première instance à deux ans de prison par la chambre des flagrants délits. Dès maintenant, il faut envoyer des pétitions et prises de positions au président de la chambre d'appel et à Rouge qui les publiera. On peut écrire aussi à Gilles et Michel ; Gilles Collombs N° 535 35 D247 D2 à Fleury et M. Roux 184094 2/66 à la Santé. Le premier procès de Roux et Collombs a révélé un certain nombre de pratiques de la police pour couvrir les militants d'extrême-droite : par exemple, le fait que l'un des nervis était lui-même armé, et qu'il n'a pas été poursuivi pour port d'armes comme l'ont été Gilles et Michel.

■ La première élection du Parlement européen au suffrage universel aura-t-elle vraiment lieu le premier dimanche du mois de mai 1978 ?

Actuellement composé de 198 membres, (36 pour l'Allemagne, la France, l'Italie, le royaume uni, 14 pour les Pays-bas et la Belgique, 9 pour l'Irlande, le Danemark, et 6 pour le Luxembourg) désigné en leur sein par les neuf parlements des pays membres, la composition politique future du parlement est l'objet d'après enjeux.

Cela fait dix neuf ans que le parlement européen doit être élu au suffrage universel et que de « conseils » en « sommets » toute décision concrète allant dans ce sens est reportée. Déjà en avril dernier une tentative avait échoué.

Vous souscrivez ?

La souscription publiée avant hier était close sur le chiffre respectable, mais ô combien insuffisant de 299 000 francs et quelques grosses poussières. Or, celle publiée hier faisait imperturbablement état d'un « ancien total » de plus de 300 000 francs. La mystère a été éclairci. Ce « trou » de 1 500 francs n'avait pas été comblé par le financier secret de Rouge, mais s'expliquait par l'oubli d'une liste de souscription. Nous revenons donc en arrière aujourd'hui pour réparer notre erreur. Dont acte, comme on dit dans les « grands » journaux bien élevés.

Ancien total	299 459,00
P.G. Toronto	100,00
Diffuseurs Argenteuil	200,00
Diffuseurs Eaubonne	210,00
Sympathisante Ens	300,00
Diffuseurs EDF Chatou	500,00
G.T. Assurances	50,00
M.B. Gonesse	100,00
J.L. M.C.	50,00
Un militant CR Versailles	50,00
Diffuseurs Necker	30,00
Travailleurs du CEA	210,00
Diffuseurs Le Havre	130,00
Sympathisante Santé Le mans	200,00
Entre la paie et les vacances	500,00
J.M.S. Barentin	200,00
J.M.B. Melun	100,00
UNE MILITANTE ET MILITANT Paris actif	500,00
Nouveau total	302 889,00

DURAFOUR, MINISTRE DES LICENCIEMENTS

Monsieur Durafour s'était présenté en 1974 comme ministre de la réforme de l'entreprise. Mais ses belles promesses n'ont eu d'autre issue que les farces de Stolér, ses affiches et ses téléphones.

Monsieur Durafour a cependant un autre visage : celui d'un homme qui apporte un appui continu aux violentes attaques anti-syndicales menées depuis plusieurs mois par le grand patronat français. Car il s'agit bien d'une offensive en règle contre les représentants syndicaux ; Paris-Rhône, Bourgogne Electronique, Claudel l'ont marquée et se sont toutes traduites par des licenciements de délégués syndicaux ou du personnel.

Monsieur Durafour est juste venu à point pour casser les décisions des inspecteurs du travail s'y opposant et autoriser les licenciements des responsables syndicaux ; ce qui ne s'était encore pratiquement jamais vu. Il vient de récidiver à Poclair où il autorise le licenciement de trois délégués CGT et d'un CFDT, bien que le tribunal de Senlis en ait demandé la réintégration.

En fait, il s'agit pour M. Durafour de « punir » les travailleurs qui n'ont occupé leurs usines ou séquestré leur direction ; avertissement sans frais : il en coûtera très cher aux militants syndicaux qui auront couvert de tels « agissements ».

Car Durafour, qui ne croit pas ses collègues gouvernementaux, sait que le chômage ne se modifiera pas à la rentrée, comme l'avoue le journal patronal « Les Echos » en date du 11 juillet. Que les fermetures d'usine continueront avec leur cortège de licenciements : il lui faut donc décourager préventivement les travailleurs et leurs organisations.

Voilà le petit bilan de M. Durafour. Il faudra bien lui faire échec.

J. C.

Rouen

Troisième procès contre les immigrés

Le 22 avril, le 20 mai et le 8 juillet 1976 la direction de l'Abri des travailleurs sénégalais et mauritaniens a trainé pour la troisième fois les locataires du foyer Moïse au tribunal. Depuis 10 mois, ils sont en grève du loyer. Pendant dix mois, la direction a refusé de les entendre et usé de tous les mauvais coups pour intimider : racisme ; menace de démission ; coupure d'eau et d'électricité, etc. Peine perdue. Les travailleurs ont tenu. Et le 8 juillet, ils sont venus à plus d'une cinquantaine. Contrairement aux autres fois, ce sont 83 locataires qui sont passés au tribunal. Une question se pose : depuis quand la grève est-elle un délit ? Au delà des travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui est menacée, dans ses droits élémentaires. Depuis 10 mois, c'est le silence complet. Il faut le briser.

Correspondant Rouen

CII

Quand les scaphandres refusent de plonger...

Avec la canicule, les 24 travailleurs du secteur chimie de la CII ont débrayé depuis le 21 juin. Ils étaient les seuls à travailler dans un secteur non réfrigéré. Habillés de scaphandres d'environ 3 épaisseurs de caoutchouc, ils fabriquent les plaquettes de circuit imprimés qui sont la base des ordinateurs, ces plaques, les mains dans les baignoires toxiques et radioactives... Trois épaisseurs de caoutchouc, c'est chaud même en hiver, alors avec la canicule...

Les 24 (CGT, CFDT, non syndiqués, dont deux femmes) débrayent et demandent à l'occasion de l'aggravation des conditions de travail due à la chaleur, une prime d'insalubrité permanente de 200 frs pour tous, intégrés au salaire, passer tous d'OS à OP, un quart d'heure de réduction du temps de travail à la fin de la journée pour prendre une douche, faire évacuer les locaux dès que la température dépasse 25°.

« qu'il vienne, lui »

Le ton de la grève : « On refuse d'aller voir le patron. S'il veut dire quelque chose qu'il vienne, lui ». Refus d'accepter les deux concessions patronales : se mettre en équipe, ce qui aurait signifié 12% et refus aussi de 3% (50F) offert par le patron uniquement pour ceux des baignoires. C'est trop peu et c'est pas pour les 24.

Les deux syndicats, CGT et CFDT



les soutiennent, 10 000Fr ont été collectés sur la boîte.

La CII regarde les 24 en lutte, perplexé. C'est le premier conflit dur depuis deux ans, malgré les menaces graves sur l'emploi liées au démantèlement du trust (racheté par Honeywell-Bull). C'est la première lutte dure qui éclate et c'est la chaleur qui a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Leur première grève

Les 24 : pour la plupart c'est leur première grève, leur première prise de conscience dans la lutte. La première semaine, ils ont occupé leur atelier, la direction les a vidés avec huissier et chefs de service qui ont vainement tenté de remettre le matériel en route sous le regard ravi et narquois des travailleurs, qui sont restés là derrière la baie vitrée, à regarder les chefs de service impuissants.

A 24, l'auto-organisation ne pose pas trop de problème, une AG tous les jours, des tracts syndicaux d'explication sur la CII, une interview à Sud-Radio, plusieurs communiqués de presse. Il existait un tel passif d'absence de lutte sur la CII, qu'ils sont partis en lutte en mettant en avant d'emblée des revendications très élevées. A la veille des vacances « le problème de l'extension était posée ».

La direction menace de mettre en chômage technique la moitié de l'entreprise (soit deux secteurs) qui sont bloqués par le manque de plaquettes. Les mutations de secteurs en secteurs, la sous-traitance de plaquettes à l'extérieur de la CII. Face à la riposte patronale, les 24 peuvent gagner, tout en tenant compte de l'arrivée des vacances qui va casser la combativité.

Correspondant

Dernière heure

La grève a pris fin après trois semaines. Les 24 ont obtenu la garantie de ce que la température ne dépassera pas 25°, une prime de 50 Frs d'insalubrité qui doit être étendue à d'autres postes de l'entreprise, un quart d'heure de pose supplémentaire par jour pour prendre une douche. La direction a refusé d'indemniser les jours de grève mais s'est engagée à réviser les grilles de classification.

En revanche, elle n'a pas lâché les 200 frs réclamés initialement ni le jour de repos supplémentaire.

Cheix de RETZ

500 TRAVAILLEURS ET PAYSANS AUX COTES DES FERMIERS EXPULSES

Dimanche, un pique-nique était organisé par la FDSEA, les Paysans-travailleurs, l'UL-CFDT, le MRJC, le CMR, pique-nique bien « protégé » par des gardes-mobiles armés de fusils.

Deux obstacles pour arriver à la ferme des Mouille : ces « anges-gardiens » et une bonne couche de lizier (fumier de cochon) répandue le matin à 6h sur la route d'accès par le propriétaire : seuls les gens de la FFA passaient sans problème. Les autres devaient prendre un chemin détourné.

Malgré cela, et malgré les travaux agricoles épuisants cette sai-

son, 500 paysans et travailleurs étaient là pour manifester leur soutien aux Mouille expulsés de la ferme par décision de « justice », et pour signifier que le travail entrepris par eux doit continuer : aussi a-t-il été décidé de planter un champ de choux : une équipe d'arrachage, une équipe pour planter, une autre pour monter la garde comme chaque jour et chaque nuit, et s'occuper des bêtes.

Car si le propriétaire et la FFA affirment dans un tract que les bêtes n'ont pas souffert, ils oublient de dire qu'ils n'y sont pour rien, sauf l'initiative malheureuse qu'ils ont prise et qui montre bien leur inexpérience paysanne, de donner du maïs à des veaux de huit jours !

Le 14 juillet à 10 h, un meeting et un pique-nique sont prévus pour obtenir pour les Mouille la signature d'un bail, l'équivalent d'un contrat de travail pour les ouvriers dans leurs entreprises.

Et comme une centrale nucléaire a toutes les chances de pousser dans le coin, détruisant 300 hectares de prairies, supprimant 200 emplois dans l'agriculture et la pêche, la jonction s'opère naturellement entre la lutte du Bois-aux-Moines et celle du comité de défense de l'environnement créé dans la région.

Le 14 juillet, au lieu de rester à regarder défiler les soldats, venez voir les gardes-mobiles à Cheix-en-Retz.

en lutte



Grève au « Livre de Paris », filiale de la librairie Hachette Une grève a éclaté jeudi au « Livre de Paris » (courtage vente par correspondance, 3 500 employés) à la suite du licenciement d'un délégué syndical. Les syndicats déclarent qu'ils ont saisi l'inspection du travail pour « infraction » à la législation du travail.

(AFP)

Cinq mille exemplaires du Parisien dérobés en Seine et Marne

Cinq mille exemplaires du « Parisien Libéré » ont été dérobés dans la nuit de dimanche à lundi. La fourgonnette de presse qui les transportait a été stoppée sur la nationale 7, près du carrefour du Grand Veneur, en forêt de Fontainebleau par plusieurs véhicules inconnus qui barraient la route. Leurs occupants se sont alors emparés des journaux.

(AFP)

CFT-Berliet : les juges lyonnais confirment l'entrave à l'activité syndicale.

A la suite de la plainte de la CGT, le tribunal a déclaré : « ...en procurant divers avantages à la CFT au détriment d'autres syndicats représentatifs aux établissements Berliet, notamment par l'entremise de la société SITER, dont certains animateurs, de l'aveu même du prévenu, comptaient implanter aux établissements Berliet une organisation constituée de travailleurs intérimaires destinée à combattre, par des procédés illicites ou même en ayant recours à la violence, l'action de la CGT ; Bregeon, en sa qualité de directeur des relations de travail des établissements Berliet, s'est rendu coupable d'avoir employé des moyens de pression en violation de l'article 412-2 du Code du travail ». Paul Berliet quant à lui, a été relaxé pour insuffisance d'éléments prouvant qu'il était au courant de l'affaire.

Lanvin : contre la chaleur, trois heures, à prendre à Noël.

Les ouvrières qualifiées « première main » des trois ateliers parisiens de la maison de couture Lanvin sont en grève, avec le soutien de la CGT. Chantal, Monique, Simone et leurs camarades qui forment le piquet de grève devant la boutique du Faubourg-St-Honoré présentent leurs revendications : 100F d'augmentation uniforme, car les salaires ne dépassent pas 2 100F par mois ; et puis pendant la canicule, la température était montée à 36 degrés dans les ateliers alors le travail sur les lainages et la fourrure est devenu très éprouvant, mais sous prétexte que la collection doit être prête pour la présentation le 26 juillet, elles ont reçu comme « prime de chaleur » 3 heures ... à prendre à Noël !

Le directeur général quant à lui, est en voyage en Amérique du Sud.

TOUR DE FRANCE

LE CHANT DU CYGNE DU COQ GAULOIS

Comme nous le prévoyions dans Rouge (2 juillet) c'est une véritable hécatombe au sein du peloton cette année. Le profil de l'épreuve, la chaleur caniculaire, les journées de repos placées au plus mauvais endroits, tout cela ne pouvait que peser à terme sur la résistance des coureurs. Le « coup de barre » a touché tout le monde sauf un ou deux hommes ce qui montre à quel point les organismes de ces sportifs sont usés. Si les délais de course (les fatidiques 13 %) avaient été appliqués à l'issue de l'étape pyrénéenne de Saint-Lary-Soulan c'est 43 coureurs qui auraient dû faire leurs valises. D'où la perplexité des organisateurs face au problème d'une course amputée de la moitié de ses participants.

Le cocorico risque d'être bref cette année sur les Champs Elysées, à moins... que « Poupou », qui module sa course en fonction de cet objectif, arrive à se placer

parmi les 3 ou 4 premiers. Faute de grives, on mangera des merles et les chantres de la télé officielle pourront chanter, après le quadragénaire Tabarby, les vertus d'une France rétro face aux incertitudes du futur. Car le favori, Thévenet, prisonnier d'une formidable campagne promotionnelle, a craqué. Littéralement à la dérive durant les étapes pyrénéennes il a avec vingt minutes de retard, perdu tout espoir de gagner le Tour.

Le vainqueur de l'an dernier a offert le spectacle d'un homme hagard, zigzagant dans les pentes, noyé sous les seaux d'eau des spectateurs, conspué par certains d'entre-eux, sevrés d'hystérie cocardière.

La colère

Mais pour beaucoup d'autres spectateurs de ces étapes terribles, c'était la colère, la rage de voir ces hommes souffrir à ce point. Un état d'esprit que le Journal du Dimanche ne peut passer sous silence : « Bernard Thévenet inspirait un sentiment de pitié. Presque de révolte envers les organisateurs inhumains d'avoir tracé cette étape ». Il choisit ses mots le Journal du Dimanche, il est mesuré dans ses propos, limitant l'affaire à une étape, alors que c'est le tour dans son ensemble qui est révoltant. Une épreuve soumise à la même logique qu'une usine. Pour l'un des besoins de rentabilité du spectacle demandent d'aller toujours plus loin, pour l'autre, on hausse les cadences jusqu'à ce que pour les respecter l'ouvrier ôte les systèmes de sécurité...



« Pas assez long » !

Comment en effet maintenir le spectaculaire de l'épreuve ? Félix Levitan un des deux directeurs de l'épreuve avec Jacques Goddet (en outre Président de l'Association Internationale des Organisateurs de Courses cyclistes) répond : « Je pense que le Tour n'est pas assez long, ni en jours, ni en kilomètres (...) Je vois très bien un Tour de France dont le kilométrage se situerait entre 4600 et 4700 kms et qui durerait 23 ou 24 jours ». On le comprend, l'intérêt pour le Tour se relâche d'année en année malgré le

soutien formidable des mass media. Le barnum-circus indispensable au financement de l'épreuve clarifie les données profondes de celle-ci. La démesure s'impose. Aussi, en fouillant dans les cartons des organisateurs, risquerait-on de trouver le projet de faire découvrir le Tour de France aux Américains : Auquel cas « il nous serait absolument indispensable d'avoir, pour cela, le concours de l'armée » (Levitan à l'Equipe)-ou celui d'organiser un « Tour d'Europe », dont, par précaution, les organisateurs du Tour sont d'ores et déjà propriétaires avec « La Gazzetta dello sport ».

Chronique

L'APPEL DU SANG A L'OLYMPIA

A l'olympia soirée annuelle de la magie. On s'était dit on va passer une bonne soirée, nous on aime la magie, enfin la prestidigitation, l'illusion, le merveilleux... En fait d'émerveillement, on a été servi. Certes, il y eut d'excellents manipulateurs et une lévitation totale parfaite, mais encore une fois, le femme, cuisses nues et sourire commercial, était soumise au bon vouloir de l'homme qui pouvait la transpercer, la scier, avec l'accord tacite du public. Mieux encore, on pouvait s'approcher pour apprécier, pour quoi pas tâter encore !!! La femme, les boyaux à l'air, sanglante, le sang giclait de partout ; évidemment le Grand Manitou rassurait, il y a un « truc », il n'assassinait pas sa femme tous les soirs ! N'empêche, les gens auront pu étancher leur soif de sang. Comme au temps des martyrs et des cirques romains, et qu'ensuite, repus, ils pouvaient rentrer chez eux pour bien dormir dans de beaux draps bien immaculés, tous des Pilates complices aux mains blanches ; les yeux ça ne se tachent pas évidemment ! Et le Grand Manitou était fier de lui, sourire diabolique aux lèvres, dans sa tunique noire comme un deuil...

Combien de temps encore les femmes vont-elles accepter de se faire assassiner tous les soirs devant des centaines de spectateurs assoiffés de sang ? Car j'ai eu beau gueuler dans la salle, le public s'est récrié, oh, non grand jamais, il ne serait un assassin ! Qu'il est doux d'y croire !

Ecœurée, la gorge enflée de tristesse et de révolte contenue, je rentre ; Place de la Concorde, un accident des sirènes, et un attrouplement... l'appel du sang.

G.D.M

Aggravation des conditions de détention à Fleury-Mérogis

Un communiqué du CAP

Dans notre enquête sur la Santé à Fleury, nous informions que grâce à son directeur, monsieur Henoch, partisan acharné du dialogue avec les détenus, le D4 était devenu le bâtiment le moins inhumain après avoir été le plus suicidaire sous la conduite de fer de son précédent directeur, monsieur Vast.

Malheureusement cette situation privilégiée ne tient qu'à la présence de ce directeur et nous en faisons hélas la triste expérience.

Monsieur Henoch part en vacances le 30 juin au matin. Dès l'après-midi il est annoncé que l'extinction des feux aura lieu à 23 heures ce qui est très gênant car, en raison de la chaleur se concentrant dans les cellules, il est impossible d'écrire avant 22h30. Plusieurs détenus ont

protesté et cette mesure n'a pas été appliquée pour l'instant !

Le lendemain, Jean Lapeyrie a été informé qu'il devait quitter sa cellule dans laquelle l'avait mis Henoch, et surtout qu'il devait défaire son panneau d'affichage. Sur ce panneau, notre camarade Lapeyrie affichait son appartenance au CAP et développait les idées du CAP. Avec monsieur Henoch, personne ne faisait la chasse aux idées non conformes. Monsieur Henoch parti, c'est la guerre.

Quant au dialogue, c'est terminé et bien terminé. Le surveillant chef Pages qui a transmis ses ordres à Jean Lapeyrie a été incapable de lui fournir des explications autres que « ce sont les ordres ».

femmes

Le Groupe Femmes Corse communique

(...) Après des siècles d'oppression et de domination colonialiste, les femmes corses, mutilées socialement, historiquement, psychoogiquement, aspirent à travers la lutte du Peuple CORSE à briser leur asservissement et leur exploitation et à faire valoir leur droit de disposer d'elles-mêmes. L'aliénation du peuple corse se jauge au poids de cette véritable monarchie domestique exercée par l'autorité masculine. Poids d'autant plus lourd dans l'atmosphère particulièrement sclérosante d'une colonie !

La libération du Peuple Corse ne pourra se faire sans celle des femmes Corses qui, en dénoçant tous les préjugés et les discriminations à leur égard, s'attacheront à saper progressivement le racisme et le sexisme du système oppresseur.

Le Groupe Femmes Corses lance ici un appel pour que toutes les femmes corses qui ont conscience de leur asservissement et de la nécessité de lutter le rejoignent pour un travail commun. Si, comme nous, vous estimez que la lutte du Peuple corse ne peut se séparer de la lutte que mènent les femmes pour retrouver une identité, contactez :

-A Paris : Charlotte ALBERTINI
208 avenue du Maine, 75014

-En Corse : Catherine ALBERTINI
CORSIKA N°100
20 224 CALACUCCIA

INFORMATION DES FEMMES

Le numéro 8-9 de L'Information des femmes vient de paraître. Le bilan des 10 heures sur le viol à la Mutualité y est entamé, en attendant un supplément au numéro de septembre qui reprendra le débat.

Le numéro coûte 2 francs

Abonnez-vous (1 an 30 francs) prenez contact et envoyez le compte-rendu de vos luttes et de vos projets : 31 rue du Transval, 92 250 La Garenne-Colombes ; Tel 780 17 13.

« CHANSON DE FEMMES »

L'association CHANSON DE FEMME dont le but est de faire « connaître et reconnaître la spécificité et la diversité de la création féminine dans le domaine de l'écriture et de la composition de chansons » est ouverte à toutes les femmes auteurs, compositeurs interprètes ou tout simplement passionnées de chansons. Cotisations : 30 francs.

S'adresser à Chantal Grimm :
55 rue Raymond Losserand 75 014
Tel : 567 26 77

Le collectif Spectacles de l'Association CHANSON DE FEMME se produira au CLOITRE : 19 rue Saint-Jacques Paris 5ème à 22 heures les Vendredi et Samedi 16 et 17 juillet.
Au programme : Claude ANTONINI, Manuèle CAMPOS, Françoise Chateau, Jacqueline DORIANet Chantal GRIMM.

armée

Tübingen L'HUMOUR DU SERGENT

Au 24ème Groupe de Chasseurs Mécanisés, le 17 juin, pendant l'instruction du nouveau contingent, un « incident » a eu lieu, significatif de l'ambiance qui règne.

Pendant un parcours du risque (ce qui n'est déjà pas prévu pendant les classes), le sergent chef FUMEL a fait rentrer un peloton de 35 gars dans une salle souterraine de 4m sur 4 ayant comme seule issue un puit et un boyau de 20m de long où il n'est possible de progresser qu'un par un, à quatre pattes. Ayant tassé tout le monde, il jettera un fumigène bouclant ensuite le puits.

Il s'en suivit une panique où les gars, suffoquant, essayèrent de sortir. Bilan de l'opération : 15 soldats hospitalisés dont deux gravement atteints s'y trouvent encore.

Les officiers se sont quand même un peu émus de la chose. Le sous-off sera muté, ça doit faire un peu plaisir aux soldats à l'hôpital, mais ça ne rassurera,

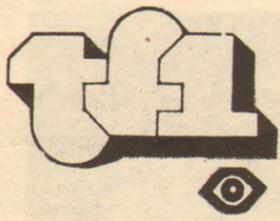
en fait, personne car rien ne prouve qu'il ne sera pas remplacé par d'autres crevures criminelles qui sévissent quotidiennement dans l'armée française. Il faut plus que jamais dénoncer de tels actes et refuser les exercices dangereux qui ne respectent pas le minimum de sécurité pour les appelés.

Mulhouse

lieutenant-colonel pense à tout

La répression continue à la BA 132 de Colmar Meyenheim. Trois nouveaux soldats ont écopé de 60 jours d'arrêts de rigueur. Il y a maintenant sept emprisonnés. Les trois nouveaux emprisonnés sont : Lelouch, Cazuba et Rotellini. Sous couvert de « refus d'obéissance », c'est la chasse aux militants syndicalistes sous les drapeaux qui s'organise. Deux autres soldats sanctionnés, Sylvestre et Poggi, ont été mutés à Metz. Le lieutenant-colonel Ostoit, l'homme de la SM, a contacté la presse locale pour lui demander de ne pas ébruiter ces informations !

Correspondant



demain, à 14 h 10

un film de Jean Renoir

« LA MARSEILLAISE »

A la veille du Front Populaire, le cinéma français ne connaît pas le peuple, même si l'habite une foule de prole dingues en goguette, mégots parigots, casquette sur l'oeil, j'avas-mains-aux-fesses. Peuple pittoresque, oisif et toujours un peu voyou, rouge parce que c'est la couleur du pinard, dragueur avec cette gouaille qui lui sert d'esprit et vivant toujours en fin de compte une aventure plus ou moins romanesque.

Avec le Front Populaire, le peuple cinématographique connaît une passagère métamorphose : les mêmes forces qui participent à l'expérience politique investissent le cinéma. Deux films témoignent principalement de ce processus d'ailleurs sans lendemain : *La vie est à nous* et *La Marseillaise* réalisés par Jean Renoir et produits dans des conditions très particulières.

Une grande idée

Renoir : il est celui des cinéastes qui a alors le plus fait pour sortir le cinéma des procédés théâtraux qui font les beaux jours et les mauvais films de la production de l'époque. Il a déjà réalisé entre autres *Boudu sauvé des eaux*, *Toni*, *Le crime de Monsieur Lange*. Lui aussi a besoin d'une grande idée pour dépasser ce qui dans ses scénarios gêne encore le développement du langage cinématographique.

En 1936, le PC a commandé à une organisation qu'il contrôle l'Alliance du Cinéma Indépendant, un film de propagande pour les élections de Front Populaire. Elle s'adressa à Renoir, ce fut *La vie est à nous*. Interdit par la censure, le film fut diffusé en séances organisées par les ouvriers de l'ACI en collaboration avec la CGT. En 1937, Renoir fut à nouveau sollicité pour tourner un film illustrant l'enthousiasme patriotique et révolutionnaire du peuple se débarrassant des profiteurs et autres parasites. Le film était financé par une souscription prise en charge par la CGT qui employait également des figurants et des techniciens sympathisants. *La Marseillaise* est donc un point de vue sur la Révolution Française interne au Front Populaire, les thèses réformistes du PC telles qu'elles se présentaient à l'époque y sont d'ailleurs évidentes.

La Révolution sort des intrigues de cour, pourtant présentes en contre-

point, et de l'héroïsme (Gance a réalisé la version sonore de son *Napoléon* en 1934) pour être vue avec les yeux de la piétaille. Dans le récit, ce changement est radical, les points forts de l'Histoire et le quotidien des participants, les dialogues où un discours politique réaliste mais immédiatement interprétable par le public de 37 a remplacé les formules à ambitions littéraires ; tout cela fait une rupture dans le cinéma dont la modernité est évidente aujourd'hui puisque les mêmes impasses dominent dans la production française actuelle.

M. Corti



télévision

Mardi 13 juillet

TF 1

19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Tour de France
20.00 Journal
20.30 La merveilleuse histoire des jeux olympiques Munich III
21.30 Accoréons de France
Bal musette en direct du jardin des tuileries.
23.00 Journal.

A 2

13.35 Programmes régionaux
14.00 Les après-midi d'Antenne 2
18.30 Vie quotidienne
19.20 Actualités régionales
20.00 Journal
20.35 Les dossiers de l'écran
la course en tête, film de Joël Santoni de 1974
Débat sur le tour avec des journalistes sportifs et des officiels du tour.
23.30 Journal

FR 3

19.05 Magazines régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre
Les alcooliques anonymes
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Le mystère du temple hindou
Film de Mario Camerini de 1963.
C'est la suite de Kali Yug déesse de la vengeance présenté à la même heure mardi dernier, et c'est la même chose.
22.05 Journal

inédit

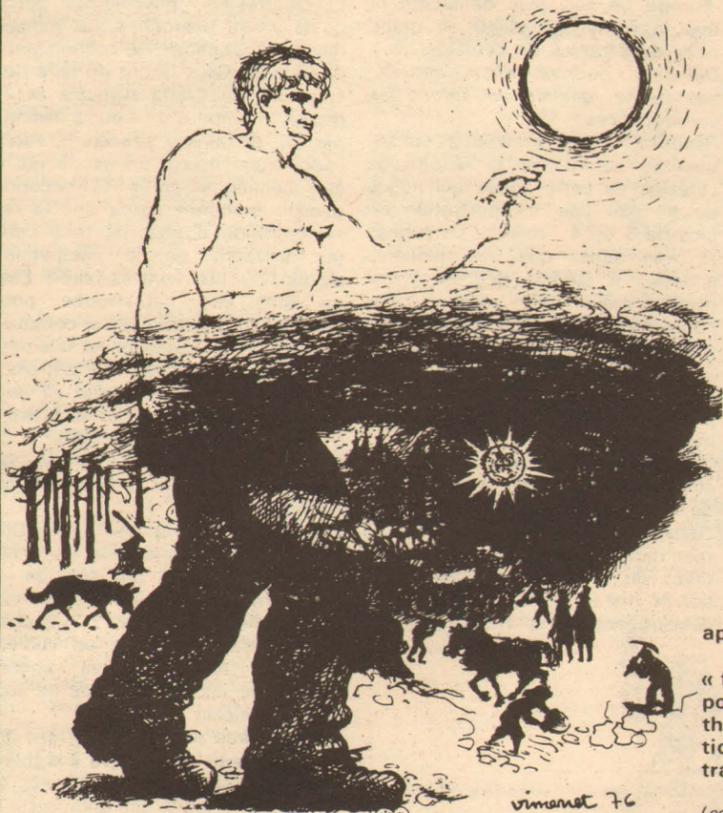
« La philosophie de la vie chez l'écrivain »

par JACK LONDON

Voici un texte plus ancien que les précédents. Il fut publié en octobre 1899 dans *Editor*, un an à peine après le retour du Klondike.

London livre ici sa conception de la littérature. Un problème semble dominer sa réflexion : comment « faire passer » la philosophie et la conception du monde qui sont les siennes dans un roman ? Les diluer au point que l'on ne puisse plus distinguer le travail de chirurgien du romancier ? En somme, il essaie de théoriser sa méthode de travail, d'élaborer la « recette » qui lui permettra d'écrire des romans de vulgarisation, ce qui peut rendre la lecture un peu pesante. Mais l'intérêt demeure : il est toujours intéressant de trainer dans les coulisses.

(Ce texte a été traduit par Jacques Parsons et sera publié chez 10-18, dans le recueil : Profession : écrivain.)



L'écrivain à la tâche, celui qui se contente de sortir toute sa vie de la « littérature alimentaire » économisera du temps et évitera des vexations en sautant cet article. Il ne contient aucun détail sur la façon de placer un manuscrit, sur les caprices du crayon bleu, le classement des documents, ni sur la perversité congénitale des adjectifs et des adverbes. « Tireurs à la ligne » sclérosés, passez votre chemin ! Je m'adresse à l'écrivain - peu importe combien il a sorti jusqu'ici de travaux commandés - qui caresse des ambitions et des idéaux et qui aspire à voir venir le temps où les journaux d'agriculture et les magazines de la famille cesseront d'occuper la majeure partie de sa liste de visites.

Qu'êtes-vous donc, cher monsieur, chère madame, ou chère mademoiselle pour espérer vous

faire remarquer dans le domaine que vous avez choisi ? Un génie ? Ah ! mais vous n'êtes pas un génie. Si vous en étiez un, vous ne liriez pas ces lignes. Le génie est l'oiseau rare qu'on ne trouvera pas en train de voler dans n'importe quel buisson, comme vous et moi. Mais alors, vous avez du talent ? Oui, d'une façon embryonnaire. Son biceps était encore bien peu de chose quand Hercule était au maillot. Il en est de même de vous - votre talent ne s'est pas encore développé. S'il avait été convenablement nourri, s'il avait bien mûri, vous ne perdriez pas votre temps sur cet article. Si vous estimez que votre talent a atteint l'âge de raison, n'allez pas plus loin. Sinon, par quelles méthodes pensez-vous qu'il puisse y arriver ?

En étant original, suggérez-vous immédiatement ; ajoutez

alors et en accentuant constamment cette originalité. Très bien. Mais la question n'est pas simplement d'être original - le premier venu sait cela - comment y parvenir ? Qui êtes-vous pour amener le monde des lecteurs à attendre votre œuvre avec impatience ? pour obliger les éditeurs à brûler de l'obtenir ? Vous ne pouvez pas espérer devenir original en empruntant le chemin tracé par un autre, en réfléchissant au rayonnement de l'originalité d'autrui. Personne n'a frayé le passage devant Walter Scott ou Dickens, Edgar Poe ou Longfellow, George Eliot ou Mrs Humphrey Ward, Stevenson et Kipling, Anthony Hope Marie Corelli, Stephen Crane et bien d'autres dont la liste s'allonge sans cesse. Cependant les éditeurs et le public ont réclamé leurs productions. Ils ont conquis l'originalité. Et comment ?

En n'étant pas des girouettes stupides, qui tournent à tous les vents ; ils sont partis dans la course sans rien, en même temps que ceux qui, innombrables, ont échoué. Le monde et ses traditions constituaient leur héritage commun. Mais ils diffèrent sur un point de ceux qui ont échoué : ils puisaient directement à la source, ils rejetaient tout ce qui était déjà passé dans d'autres mains. Ils n'avaient que faire des conclusions et des conceptions des autres. Ils devaient apposer le cachet « personnel » sur leur œuvre - une marque d'une valeur bien supérieure à celle de n'importe quel copyright. Ils ont ainsi tiré les premiers du monde et de ses traditions - ce qui est une autre façon de désigner la connaissance et la culture - certains matériaux au moyen desquels ils ont bâti une philosophie personnelle de la vie.

A présent, cette expression « une philosophie de la vie » ne se prête pas à une définition précise.

Tout d'abord, elle ne désigne pas une philosophie portant sur un seul point. Elle n'a aucun rapport particulier avec aucune des questions telles que le passé et l'avenir de l'âme, les principes moraux valables pour les deux sexes ou pour l'un d'entre eux, l'hérité des caractères acquis, le spiritualisme, la réincarnation, la tempérance, etc... Mais elle s'occupe de toutes ces questions, d'une certaine façon, en s'embourbant dans les mêmes ornières, en se heurtant aux mêmes obstacles, que doivent affronter l'homme ou la femme qui vit tout réellement. Bref, elle n'est ni abstraite ni idéale, mais c'est une philosophie de la vie qui fonctionne dans les conditions ordinaires. (« à suivre »)



Le point sur quelques interrogations à propos de la sécheresse

RENE DUMONT

« On n'a fait aucune prévision des capacités naturelles »

C'était en 1974, au terme de la campagne présidentielle. René Dumont avait conclu son interview en buvant à la santé de ses auditeurs... un verre d'eau claire ! Ressource indispensable et combien précieuse qui viendrait toujours à manquer par insouciance et gabegie du régime capitaliste. Deux ans après, au moment où la sécheresse pose le problème de manière brûlante, nous avons rencontré René Dumont pour faire le point sur quelques interrogations.

Question : *Peut-on avancer des causes à la sécheresse actuelle et peut-on parler d'une influence humaine ?*

Réponse : la première cause c'est l'irrégularité du climat, qu'on ne connaît pas. Les études climatologiques nous montrent que nous avons vécu une période relativement avantageuse, les chances pour l'avenir sont plus en faveur d'une dégradation du climat.

Savoir s'il y eu des interventions humaines ? L'argument le plus invoqué, c'est celui du pétrole (notamment pour le Sahel). On a à la surface des océans des molécules de pétroles qui s'étendent en fines couches et qui couvrent donc une surface infiniment grande et qui réduiraient l'évaporation des eaux de mers et donc réduiraient les sources de pluie.

Il n'y a pas eu de déboisement en France ces cinquantes dernières années puisque la densité des forêts a plutôt augmenté, par contre, à l'échelle planétaire il y a eu des déboisements tout-à-fait dangereux, par exemple dans le sous-continent indien, dans le Népal dans la partie montagneuse de l'Inde, sur les flancs de l'Himalaya où les paysans sont obligés de déboiser pour mettre de nouvelles terres en culture pour survivre. Le régime des deux grands fleuves, l'Indus et la Gange se dégradent chaque année... les inondations sont beaucoup plus graves et les sécheresses sont aggravées également par la disparition de l'humus forestier qui retenait une part importante des pluies de la mousson et les restituait durant la saison sèche. Maintenant que les terres ne retiennent plus l'eau, les inondations sont beaucoup plus redoutables, notamment au Bengla-Desh en août-septembre 74, au Pakistan l'année d'avant... Le déboisement à l'échelle mondiale est une chose très inquiétante.

Quand je parle du changement des climats, c'est à long terme, sur cent ou deux cents années. Dans les années prochaines il n'y a pas de raisons de changement de climat... à moins que certains facteurs, comme l'accumulation de gaz carboniques déclenchent un effet de serre. Mais après l'évolution de ces 50 dernières années il n'y a pas encore de risque immédiat. Par contre, l'explosion démographique actuelle est une folie pure, parce qu'elle est basée sur nos capacités de production, sur le climat actuel, et qu'on sait que ce climat changera, et peut-être, que l'action de ces milliards

d'hommes va le faire changer plus vite.

Q : *Dans le cas de la France, et de cette année, il s'agit donc d'une insuffisance dans la politique de l'eau ?*

Réponse : Il n'y a pas de prévision de l'évolution des climats. D'une part il y a une modification de la quantité d'eau efficace tombant sur les champs, avec la destruction du bocage dans l'ouest, ce qui a augmenté l'évaporation. Ensuite il y a que l'on a considéré le climat comme immuable, on a fait aucune prévisions sur les capacités naturelles : notamment du fait que le cheptel soit quatre fois plus élevé qu'en 1921 (dernière grande sécheresse) fait qu'il est plus difficile de nourrir quatre fois plus de bêtes.

Ensuite la politique d'irrigation de la France est traditionnellement insuffisante. Il n'y a en France qu'un hectare irrigué sur 34, alors que les ressources naturelles sont considérables. On pourrait facilement arroser deux ou trois fois plus. L'autre question, c'est le gaspillage de l'eau par les industries, les pollutions... Mais les mesures nécessitent des investissements considérables, et on ne doit pas oublier non plus que les réserves ne sont pas inépuisables.

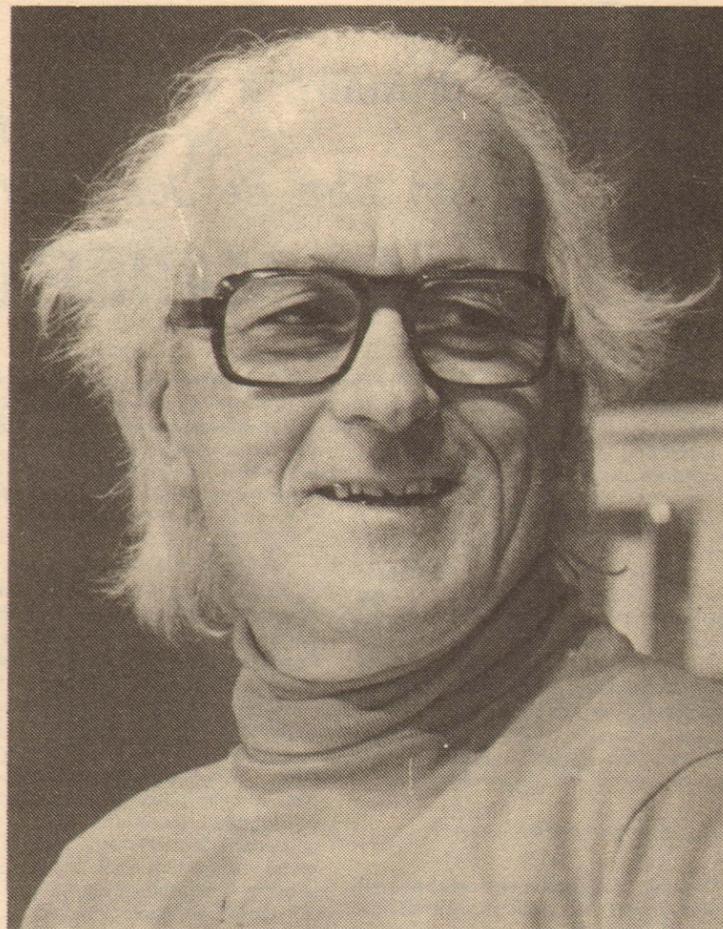
Cette carence est historique :

par exemple, entre les deux guerres, l'agriculture française vivait dans la crainte des excédents, aussi on n'a pas cherché à développer la production, ces années ont plutôt été consacrées à l'amélioration des conditions de vie à la campagne (eau au robinet, électricité). Depuis la guerre, il y a eu le Bas-Rhône-Languedoc (qui fonctionnait à un tiers des prévisions) et puis il y a eu les investissements privés : les grands exploitants ont installé des stations d'arrosage en puisant l'eau du sous-sol. Il y a ainsi 300 000 hectares irrigués de maïs, mais il faudrait doubler cette proportion si on veut que la France ne dépende pas des céréales nord-américaines.

Question : *Quelle est la situation céréalière de l'Europe ?*

Réponse : Si la France est exportatrice, l'Europe est déficitaire en céréales, la France est elle-même importatrice de soja, ce soja qui fait défaut aujourd'hui et dont les prix montent alors qu'avec le développement de l'irrigation dans le midi, cette culture pourrait avoir une grande place en France.

Mais il y a toujours dans l'agriculture française, héritière des années 20-40 et de ses structures une tendance malthusienne incontestable : on pense toujours qu'en augmentant la production on va faire tomber les cours, ce qui



provoque un ralentissement des investissements. Cette année même, la tendance s'est manifestée dans les fruits... 1/3 des cerises du Vaucluse sont restées dans les arbres, le prix de la cueillette étant plus élevé que le prix de vente. Dans la situation actuelle il faudrait développer l'irrigation pour que l'Europe ne soit plus déficitaire et que la France devienne un grand pays exportateur de céréales.

Question : *pour revenir à l'actuelle sécheresse, quelles en seront les conséquences ?*

Réponse : Les premières conséquences seront sur la récolte de céréales de cette année qui risque de ne pas voir d'exportation de plus de 3 ou 4 millions de tonnes (3 fois moins que ces dernières années), il faudra, peut-être, importer même du maïs. Par conséquent la France qui avait un exercice positif de 10 milliards en 74 et de 4 milliards en 75 dans ses exportations connaîtra certainement un déficit de la balance agro-alimentaire.

Une partie du cheptel sera aussi compromise et donc la production de lait ou de viande. Dans l'agriculture française, il y a deux classes très marquées : les céréales-betteraves de la région parisienne qui, bon an mal an, s'en tirent bien et se développent en reprenant les terres

du Cher et de l'Allier après avoir repris celles de la Sologne, ceux-là sont en bonne situation : dans l'Ouest on les appelle les « 3 M », « Mais, Mer, Montagne ». Les autres, qui subiront toutes les conséquences de la sécheresse, les petits producteurs et éleveurs de l'Ouest, les « 3 P », « Porcs, Poulets, Psychiâtres », psychiatres parce qu'ils vivent accrochés aux indices du prix du cochon — le cochon vient de baisser. Ceux-là ont dû faire des emprunts au Crédit Agricole et ils doivent rembourser 4 ou 5 millions par an, certains y passeront. Alors exode rural accru, un exode qui a été bénéfique après la seconde guerre mondiale parce que la restructuration a absorbé tous ceux qui venaient de la campagne ; aujourd'hui que vont-ils faire ? Cela va être une catastrophe pour l'économie. Par ailleurs on comptait sur l'agriculture pour payer une partie des 40 milliards du pétrole... alors la France va s'en tirer en vendant des armes ou du nucléaire ! Tout cela n'est pas brillant.

Question : *Quelles sortes de solutions, y a-t-il à court ou un moyen terme ?*

Réponse : Des solutions... Le MODEF propose le pâturage dans les forêts domaniales, c'était une solution de 1893 - mon grand-père a sauvé ses vaches ainsi- mais avec des vaches plus productives c'est un aliment vulgaire. Alors on va encore augmenter les importations de soja nord-américain.

Il faudrait développer l'irrigation, et aussi, pour ne pas être à la merci d'une mauvaise année, développer l'ensilage, c'est-à-dire augmenter le stock comme un volant de sécurité, mais cela nécessiterait des fonds de réserves pour les agriculteurs, alors que l'endettement de l'agriculture moyenne et petite ne cesse de croître et que sans le finacement de l'Etat, les coopératives sont soumises aux pressions du marché. Elles s'entremettent même aux multinationales pour exporter leur production comme c'est le cas pour l'Union des Coopératives de Céréales (UNCAC). Ce secteur est aujourd'hui de plus en plus dépendant du système capitaliste...

L'Europe pourrait devenir une grande pourvoyeuse de céréales, de poudre de lait, de poudre d'œuf pour le Tiers-Monde. encore faudrait-il payer à leur juste prix les matières premières qu'ils nous fournissent et cesser le pillage organisé. Voilà qui serait possible et permettrait de nous passer tout de suite des ventes d'armes.

